



**Pour un changement de la politique économique européenne
Non à l'austérité
Pour l'Emploi, les Services publics, les Droits sociaux et la Démocratie**

L'Union européenne et les pays de la zone euro traversent la pire crise depuis 1945. Celle-ci a été provoquée par le système capitaliste et la course aux profits.

Elle affecte les salariés et salariées, les familles. Loin d'améliorer la situation, les politiques d'austérité mises en œuvre partout en Europe ne font que nourrir la crise et en aggraver les conséquences sociales.

La CGT et son secrétaire général Bernard Thibault ont prévenu qu'il était « hors de question d'accepter cette nouvelle austérité. Les salariés ne sont en rien responsable de cette crise, cette dette n'est pas la nôtre ».

La Fédération européenne des syndicats des services publics (FSESP) dénonce l'ingérence de la Troïka (BCE, FMI, Commission Européenne) dans la négociation collective. Elle s'oppose aux attaques contre les droits sociaux et exige une nouvelle politique économique.

La riposte européenne s'organise

● Il est urgent de changer la politique économique européenne en renonçant à l'austérité, à l'emploi précaire et à l'inégalité au profit du développement durable, d'une fiscalité équitable, de l'investissement dans les services publics, de plus d'égalité et moins de pauvreté.

● La FSESP s'oppose aux attaques contre les droits sociaux et syndicaux fondamentaux lancées dans plusieurs États membres de l'Union européenne. Elle exige que les gouvernements et les employeurs cessent d'invoquer la crise pour démanteler la protection des travailleurs contre l'exploitation.

● La FSESP dénonce que, par des courriers secrets, la Banque centrale européenne (BCE) ou la troïka (Fonds monétaire international, BCE et Commission européenne) interviennent dans la négociation collective et imposent à des pays de modifier leur législation du travail pour pouvoir bénéficier des aides européennes. Elles n'ont aucun droit légitime ou mandat pour imposer de tels changements.

● La FSESP préconise une Union européenne fondée sur des valeurs démocratiques, dans laquelle les droits fondamentaux priment sur le marché intérieur. Les chefs de gouvernements européens doivent respecter l'autonomie des partenaires sociaux et le rôle des syndicats qui est de défendre les travailleurs à tous les niveaux. Le droit de grève est le recours ultime qu'ont les travailleurs pour se défendre contre des employeurs et des gouvernements qui prennent des décisions ayant une influence sur leurs droits, leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions.

Exigeons une nouvelle politique économique en Europe.

- 1- Un nouveau plan européen d'investissement pour relancer l'économie, stimuler les emplois verts et mettre l'Europe sur la voie du développement durable;
- 2- Des mesures et orientations pour s'attaquer au travail précaire et aux bas salaires, et assurer un salaire égal pour un travail d'égale valeur;
- 3- Des mesures pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale;
- 4- Progresser dans la voie d'une Banque publique européenne pour la dette souveraine;
- 5- Des mesures pour remédier à la défaillance du système bancaire, pour assurer une séparation fonctionnelle entre la banque d'investissement (spéculatif) et la banque de détail et commerciale, pour mettre fin à la culture cupide des bonus;
- 6- Une Taxe sur les transactions financières (TTF) dans l'Union européenne, première étape sur la voie d'une TTF mondiale, pour contribuer à financer des biens et services collectifs. Cette taxe devrait être opérationnelle d'ici 2013.
- 7- Renforcement de la négociation collective et du dialogue social.
- 8- Accroître fortement l'imposition des hauts revenus.
- 9- Intensifier l'action pour la suppression des paradis fiscaux, la lutte contre la corruption et la fraude fiscale;

Afin d'adresser un message fort au Conseil des ministres des Affaires économiques et financières (30 novembre), au Conseil des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales (1er décembre) et au Conseil européen (8 décembre).

La journée du 30 novembre sera marquée par une journée de grève générale dans les services publics :

⇒ Au Portugal le 24 novembre ;

⇒ En Grande Bretagne le 30 novembre ;

⇒ En Italie le 3 décembre.

Dans ce cadre, la CGT appelle à faire du 30 novembre une journée d'action pour la défense et la promotion des services publics. La CGT Fonction publique appelle ses organisations, en lien étroit avec les structures interprofessionnelles, à construire avec les personnels la mobilisation sous des formes diversifiées dans les territoires (rassemblements notamment) au plus haut niveau.

Comme l'ensemble des travailleurs d'Europe, le 30 novembre, disons « Non ! » à l'austérité et « Oui ! » au progrès social.

ORGANISONS LA RIPOSTE AU NIVEAU EUROPEEN

Montreuil, le 16 novembre 2011